

Paris, le 21 novembre 2022

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

QUATRIÈME ENQUÊTE DE L'OBSERVATOIRE DE LA DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ AMF-CEVIPOF/SCIENCES PO

Inquiétudes d'un monde qui vient

La succession des crises sociale, sanitaire et économique ouvre, parmi la majorité des maires, une période de fortes incertitudes pour l'avenir de leurs communes. C'est ce que révèle les résultats de la 4^{ème} enquête CEVIPOF-AMF, conduite par Martial Foucault, directeur du CEVIPOF, auprès de 3 696 maires. Mobilisés sur tous les fronts malgré des conditions d'exercice du mandat nettement dégradées, les maires n'attendent que la confiance de la part de l'État pour pouvoir agir. S'ajoutent à cela des préoccupations quant au contexte démocratique du pays, quelques mois après les élections présidentielle et législatives marquées par un durcissement des opinions politiques. Dans un tel contexte et à l'heure du défi écologique, quelles sont les voies possibles d'action publique ? Sont-elles soutenables à long terme ?

Voici les principaux enseignements :

- Les 3 696 maires interrogés par l'enquête AMF-CEVIPOF expriment un sentiment général de forte inquiétude au regard de la crise énergétique et des conséquences financières.
- Dans un contexte de renchérissement des prix de l'énergie, malgré le très faible pourcentage de maires à vouloir augmenter les impôts (18%), 77% des maires (35% très préoccupés et 42% préoccupés) sont inquiets pour la gestion de leur commune. Si l'inquiétude est avant tout de nature financière, elle est aussi politique dans les choix d'action publique à mettre en œuvre pour amortir ce surcoût.
- Parmi les actions privilégiées, 90% des maires interrogés envisagent de réduire l'intensité ou l'amplitude horaire des éclairages publics, 86% à vouloir réduire le chauffage dans les installations sportives et 81% à vouloir réduire le chauffage dans les bâtiments municipaux. Autre conséquence à moyen terme, les choix de dépenses publiques locales s'en trouvent affectées. Par exemple, plus d'un maire sur deux (54%) prévoit de réduire les dépenses d'achat de fourniture et de prestations extérieures. Ils sont 40% à renoncer ou reporter les projets de recrutement de personnels et enfin 33% d'entre eux disposés à diminuer les dépenses consacrées à la voirie.
- Sur le front des évolutions institutionnelles pour améliorer les relations entre l'Etat et les collectivités locales, les maires sont plus de 78% à considérer que les décisions politiques locales doivent être différentes au niveau de chaque territoire au nom de l'efficacité (contre 10% souhaitant des décisions locales uniformes sur tout le territoire au nom de l'égalité). L'aspiration à plus de décentralisation est convoquée au nom de deux principes cardinaux de l'action publique locale : l'efficacité et la responsabilité. En rapprochant les décisions publiques locales des besoins des citoyens, selon les spécificités des territoires, les maires expriment une forte demande de libertés locales et d'autonomie financière.
- Sur le terrain de la vie démocratique municipale, une très forte majorité de maires (83%) se disent inquiets de la progression de l'abstention électorale enregistrée à l'occasion des dernières élections législatives. La montée de trois blocs (extrême-gauche, extrême-centre et extrême-droite) produit une très forte polarisation politique ayant pour conséquence un durcissement des opinions politiques. Un maire sur deux l'observe dans sa commune et un maire sur quatre considère que les citoyens ont de plus en plus de difficultés à discuter entre eux.
- Enfin, ce durcissement des opinions se traduit indirectement par une hausse des violences à l'endroit des maires. Alors que 53% des maires déclaraient avoir été victimes d'actes d'incivilités (impolitesse, agressivité...) en 2020, ils sont aujourd'hui 63%.